

# LA GRANDE-BRETAGNE

## EN PÉRIL DANS L'INDE

A la nation française, qui a longtemps et avec succès gouverné des peuples orientaux, le spectacle de l'Inde allant, depuis les cinq dernières années, vers l'anarchie, peut paraître étonnant et inexplicable. Les causes cependant sont simples, et les résultats ont été prédits, bien que cette dangereuse situation se soit développée plus rapidement que ne l'avaient jugé possible ceux qui ont étudié les questions relatives à l'Inde. Je ne sais jusqu'à quel point l'opinion française a pu être influencée par la propagande organisée avant la Grande Guerre et qui s'est intensifiée depuis l'Armistice. Le but des propagandistes, écrivant en différents pays et notamment en Amérique, est de représenter l'autorité britannique dans l'Inde comme cruelle, tyrannique et dévastatrice. L'Inde, depuis le transfert du gouvernement à la Couronne Britannique en 1858, a fait d'extraordinaires progrès de tout ordre, ainsi que le montrent les rapports annuels du gouvernement. Nous avons commis des erreurs; mais notre autorité fut la plus douce de toutes celles qu'aient jamais connues les Asiatiques; et il est significatif de constater que, à mesure que notre gouvernement montrait plus de mansuétude et commençait de tolérer les attaques, tant contre lui-même que contre les Européens, les forces révolutionnaires crois-

saient rapidement. Elles en sont maintenant à menacer la stabilité du travail qu'en un siècle nous nous sommes efforcés d'accomplir.

Le meilleur tableau de l'Inde pré-britannique, au temps où déclinait le pouvoir du Grand Mogol, est celui que donne, à son retour en France, François Bernier :

Le Grand Mogol, écrit-il, est un étranger en Hindoustan; aussi se trouve-t-il, ou peu s'en faut, dans un pays hostile... La cour elle-même n'est plus composée, comme auparavant, de purs Mogols, mais est un ramassis d'Usbègs, de Purwans, d'Arabes et de Turcs, ou des descendants de ces peuples.

Bernier fait un pitoyable récit de la condition des peuples Indiens, de l'insécurité de toute propriété, des exactions et des dénis de justice. Il ajoute :

Le pays est ruiné par la nécessité de pourvoir aux énormes dépenses qu'exige l'entretien d'une cour nombreuse et de payer l'innombrable armée indispensable au maintien d'une autorité despotique. Rien ne peut donner une idée des souffrances de ce peuple.

Après la chute de Pondichéry, en 1761, chute due principalement à la politique européenne de Louis XV et aux pertes lourdes éprouvées par la marine française, le progrès de la domination britannique dans l'Inde devint inévitable.

Se demander si, au cas où le destin eût dévolu à la France notre souveraineté dans l'Inde, le génie de la race française eût pu tolérer les marques de faiblesse et d'indécision qui furent la cause directe des troubles d'à présent, est une question intéressante peut-être, mais sans profit.

Une fois établie au Bengale, d'où la grande plaine du Gange s'étale sur un millier de milles vers le nord-ouest, et avec la mer derrière nous, notre autorité s'étendit automatiquement; et la chute du pouvoir afghan dans l'Inde septentrionale, de même que la naissance de l'éphémère royaume Sikh au Punjab, facilita cette extension. Aucune puissance occidentale, dans les conditions où nous nous trouvions au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'aurait pu éviter la série de petites guerres qui mirent l'Inde sous notre contrôle; mais nous eûmes soin de conserver des États indigènes pour peu qu'ils offrissent des gages de stabilité, et jusqu'à ce

jour, un tiers de l'Inde, avec plus de 70 millions d'habitants, jouit de ses lois propres et de l'autonomie.

Le pouvoir fut d'abord aux mains de la Compagnie des Indes Orientales, puis l'acte de 1784 établit un système complexe qui fut maintenu jusqu'en 1855. Indubitablement, cela ne fut pas sans amener quelques abus auxquels on put remédier, mais ces abus mêmes furent un des germes du mal et contribuèrent puissamment à nos difficultés actuelles. Le gouvernement britannique était centralisé à un degré inconnu dans un pays aussi vaste, et, par là même, radicalement inapproprié aux conditions d'existence de la population.

Si, après la *Mutiny*<sup>1</sup>, nous avons constitué des provinces autonomes en principe, sauf pour certaines prérogatives, les problèmes eussent été simplifiés et maint danger évité. Au lieu de cela, nous avons créé une administration centrale qui augmenta constamment son pouvoir et cessa d'avoir contact avec la population.

Les différences de race, de religion, de langue, sont plus grandes dans l'Inde qu'en Europe; et, pour établir une comparaison avec notre système, il faudrait imaginer un gouvernement qui, installé au sommet du Righi Kulm en été, à Rome en hiver, tenterait de gouverner l'Europe (moins la Russie)! L'effet fut donc d'arrêter tout progrès dans les États les plus avancés, d'empêcher la naissance du sentiment provincial et une souhaitable rivalité entre provinces, de provoquer des résistances locales à l'établissement d'une législation uniforme, et d'encourager par suite l'esprit de révolte contre toute autorité, esprit aujourd'hui manifeste. Au Durbar Royal de 1911, fut publiée une importante communication du gouvernement de l'Inde où il était dit que :

La seule solution possible de nos difficultés était de constituer des « self-gouvernements provinciaux », jusqu'à ce qu'enfin l'Inde fût composée d'un certain nombre de centres administratifs, autonomes pour les affaires provinciales, avec, au-dessus, le gouvernement de l'Inde ayant pouvoir d'intervenir en cas de mauvaise gestion, mais devant, en temps ordinaire, se restreindre à l'administration générale.

L'effet eût été d'amener une énergique réduction des

1. *Mutiny*. La grande révolte des Cipayes en 1857.

bureaux du gouvernement central et de faire dépendre des administrations provinciales le progrès et le bien-être des populations. D'importantes réformes ont bien été tentées en 1909; mais, pour débarrasser les provinces de leurs entraves, on n'agit qu'en 1919. Il était trop tard.

La grande *Mutiny* de 1857 fut dans l'espèce une révolte de l'armée du Bengale, révolte due à plusieurs causes; l'explosion en fut amenée par des insinuations mensongères. On faisait courir le bruit que les nouvelles cartouches étaient enduites de graisses de vache et de porc, ce qui mit contre nous les troupes tant hindoues que musulmanes. Il y eut toutefois d'autres forces en jeu. Le chef était un Brahmine, Nana Sahib, ayant un mahométan, Azuiscela Khan, pour lieutenant. Les adhérents du dernier représentant de la dynastie Mogol furent profondément compromis. Le foyer de la révolte était à Delhi. Au milieu des désordres qui se produisirent, d'autres chefs surgirent, parmi lesquels Pantia Topec — un brahmine — fut le plus en vue. Une grande catastrophe fut évitée par l'énergie de quelques hommes qui purent garder le Punjab et faire agir ses ressources contre la rébellion. Des pays entiers, d'où l'autorité britannique avait disparu, offrirent l'image du chaos. Des chefs parurent, nommés par eux-mêmes, qui se combattirent mutuellement, et de vieilles querelles se rallumèrent. Tout cela, dans des cas isolés, ne fut pas incompatible avec le maintien de quelques officiers anglais qui, bien qu'impuissants, n'abandonnèrent pas leurs postes. La *Mutiny* n'a que peu de points communs avec le mouvement révolutionnaire actuel, organisé par des classes qui, en 1857, n'étaient pas assez nombreuses pour devenir dangereuses. Les deux mouvements montrent, cependant, combien rapidement un peuple asiatique hétérogène peut perdre toute cohésion et revenir à sa barbarie primitive.

Il y a bientôt quarante ans qu'un fonctionnaire britannique d'expérience écrivit ces paroles prophétiques :

Je prévois, avant qu'il soit longtemps, de sourdes fermentations dans la classe des indigènes ardents, ambitieux, qui, ayant reçu l'éducation britannique, voudront organiser leurs mouvements. Ils ne sont ni déloyaux ni méchants; ils sont bruyants, sans expérience,

mais décidés à aller de l'avant; ils ressembleront bientôt aux classes qui, un peu partout, ont organisé l'agitation politique.

Notre système d'éducation amena un accroissement rapide de cette classe « ardente, ambitieuse » sans réussir à apporter un contrepoids de culture saine et sérieuse. M. Joseph Chailley, un des critiques les plus mordants de notre administration, a traité de cet important sujet dans son intéressant ouvrage<sup>1</sup> et a signalé les défauts dont nous souffrons aujourd'hui. Les Universités de l'Inde furent instituées par l'acte de 1857

afin de vérifier par des examens les connaissances littéraires, scientifiques et artistiques acquises par les étudiants et de couronner leurs efforts par la collation de grades académiques.

Cette conception entièrement fautive du haut enseignement conduisit à une série de maux accumulés que sut clairement discerner M. Chailley. On ne songea plus qu'aux examens et comme un grade, ou même la simple tentative faite pour l'obtenir, augmentait la valeur d'un Indien sur le marché matrimonial, il y eut « une lutte acharnée pour des gains souvent illusoires » et cela amena, en maint humble foyer, les dettes et les désappointements amers. L'accroissement du nombre des élèves dans le haut enseignement, coïncida avec une diminution marquée de leur qualité. Les professeurs anglais qualifiés devinrent rares et, comme le remarque M. Chailley : « L'aide-mémoire règne dans toute son horreur sur les collèges indiens, et ce ne sont pas les seuls étudiants qui sont en possession de ces manuels! » Cette classe bruyante, pourvue d'une culture occidentale, augmentant en nombre, s'opposa fermement, du point de vue politique, aux réformes de l'enseignement; l'instruction primaire fut sacrifiée à l'enseignement secondaire et aux collèges. En 1913, j'appelai l'attention sur ce fait que :

De tous les élèves faisant leurs études, il y en a, dans le Royaume-Uni, 1 sur 1600 qui reçoit son instruction dans une Université; les chiffres correspondants pour Bombay sont : 1 sur 168. En Grande-Bretagne, il y a 1 élève sur 30 qui suit l'enseignement secondaire; en France 1 sur 33; dans la province de Bombay, 1 sur 11<sup>2</sup>.

1. *Problèmes administratifs de l'Inde anglaise*, par J. Chailley.

2. *Convocation Address*, février 1913.

Ces chiffres — depuis lors quelque peu modifiés — indiquent un système d'éducation sans équilibre. Des efforts furent faits en ces dernières années pour développer l'instruction primaire et pour rendre les Universités dignes de l'Inde; mais, cette fois encore, il était trop tard pour changer la situation. D'année en année, les établissements d'éducation laissèrent sortir des milliers d'Indiens, qui, pour la plupart, ne trouvèrent aucun emploi convenant à leurs titres trompeurs. La profession d'homme de loi fut incroyablement encombrée, et le résultat général fut la création d'une classe sans cesse plus nombreuse, imbue d'idées démocratiques occidentales incomplètement comprises et prête à consacrer son activité à la préparation d'une révolution. Une classe de cette sorte n'est nullement en sympathie avec les masses de l'Inde et ne représente en rien les opinions de la majorité énorme des Indiens qui « ne parlent pas anglais » et dont l'instruction fut négligée par suite de l'erreur commise par Lord Macaulay en 1855. Il est significatif que les organisations qui cherchent maintenant à briser l'autorité britannique tiennent leurs meetings en anglais et se servent des jeunes étudiants pour atteindre leurs buts.

Dans sa critique générale du système judiciaire compliqué employé par nous dans l'Inde, M. Chailley remarque :

Ils ont commis l'erreur d'introduire — avec la meilleure des intentions — des garanties et des formalités qui entraînent des frais et causent des retards. Elles sont odieuses à tous, sauf à une partie peu nombreuse de la population.

Cette critique est fondée. Notre justice est trop coûteuse, trop compliquée pour être comprise de cette simple et primitive population. Elle permet d'interminables appels entraînant de longs délais, et tourne au seul avantage de la classe parasite des hommes de loi qui exploitent les tendances processives du peuple. Le Code Civil dépasse la compréhension d'Orientaux illettrés et leur donne fréquemment une impression d'injustice. Des réformes de détail seraient possibles, mais toute tentative pour adapter le système à la vie hindoue serait violemment combattue par l'*Intelligentsia*.

La population totale de l'Inde est actuellement à peu près de 320 millions d'habitants; sur ce chiffre, plus de

---

70 millions résident sur les États Indigènes. Près de 94 p. 100 sont illettrés. Les classes qui parlent et écrivent l'anglais avec facilité, et qui cherchent à mettre la main sur le gouvernement de l'Inde, représentent au maximum 1 250 000 âmes.

Il existe 50 langues et de nombreux dialectes. Les deux principales religions — l'Hindouisme et l'Islamisme — sont partagées en plusieurs groupes. La première est divisée en des milliers de castes et de sous-castes, nettement opposées à certains égards. 50 millions environ d'individus sont classés comme « intangibles », et relèvent, pour leurs droits de citoyens, de l'autorité britannique. De plus, il y a environ 10 millions d'*animistes* qui vivent l'existence des tribus sauvages, immuable depuis des siècles.

Plus de 80 p. 100 de ces divers peuples sont agriculteurs, vivent de la terre et dépendent des saisons. Ils sont fort pauvres, si on les compare aux agriculteurs français ou anglais; mais le soleil indien atténue les épreuves, et, en période de bonne pluie, il n'est probablement pas de population plus heureuse sur terre.

Tous ces faits, tous ces chiffres, ne parlent que peu à l'imagination de ceux qui n'ont pas étudié la vie et les conditions de la vie indienne dans le pays même. Le visiteur occasionnel, qui voyage sur un chemin de fer bien administré d'une grande ville à une autre, qui voit régner partout l'ordre et la paix, ne peut se faire aucune idée des violents antagonismes, tant de races que de religions, qui prennent racine dans le passé lointain et seraient prêts à revivre à n'importe quel moment, si l'autorité de l'administration britannique s'affaiblissait ou disparaissait. La paix de l'Inde, depuis la *Mutiny*, et l'apparente cohésion de ces peuples hétérogènes dues uniquement à l'autorité britannique, cependant que la frontière était gardée par une petite armée britannique formée d'hommes que nous avons su recruter parmi les classes guerrières. La sécurité, l'égalité devant la justice, les possibilités de progrès en vinrent à dépendre, pour les masses indiennes, du prestige et de l'autorité d'un petit nombre d'administrateurs britanniques<sup>1</sup>.

1. Le « Civil Service of India » ne compte pas plus de 1 200 fonctionnaires, dont 900 environ sont ordinairement à leur poste.

Une telle dépendance n'a jamais, jusqu'à ce jour, existé dans l'histoire du monde. L'Inde, dans le passé, a toujours été dominée par des dynasties étrangères; mais aucune d'entre elles n'a jamais étendu son autorité sur la totalité de la péninsule, ni tenté de subvenir, dans tous les détails, aux besoins des masses. De ces conditions sans exemple naît évidemment un danger : en raison même de cette dépendance le désastre serait colossal, si l'édifice venait à s'écrouler. L'effrayante situation qui suivit le déclin et la chute de l'empire Mogol se reproduirait, avec de plus profondes et de plus terribles conséquences.

Parmi les influences internes qui ont naturellement provoqué l'hostilité contre le gouvernement, domine celle des Brahmines, comptant quelque 14 millions de représentants répartis sur toute l'Inde. Les Brahmines constituent la classe héréditaire la plus privilégiée qui existe encore sur la terre. Intelligents, souples, sans scrupules, ils prirent rapidement avantage de l'éducation que nous leur avons offerte. Ils nous ont, en conséquence, fourni maints fonctionnaires de valeur et se sont assurés, dans certaines parties de l'Inde, la prépondérance dans les emplois du gouvernement; en même temps que, dans les écoles primaires, ils fournissaient une forte proportion de professeurs. Leur influence est ainsi beaucoup plus grande que ne le justifie leur nombre; mais leur prétention de dominer, en tant que caste sacerdotale, les castes inférieures, entre en conflit avec les principes de la justice occidentale, et leur pouvoir a dû être restreint, précisément dans l'Inde méridionale où il était le plus étendu. Dans le passé, ils furent souvent, derrière le trône, les véritables rois; et le gouvernement Maratte, qui, à un moment donné, aspirait à remplacer celui des Mogols, était, jusqu'à sa chute (commencement du xix<sup>e</sup> siècle), entièrement entre leurs mains. Il était inévitable que les Brahmines ressentissent la perte de leur pouvoir. Ils furent au premier rang dans toutes les conspirations des récentes années et, sous la direction de Tilak, un Asitpawan, ils contribuèrent à provoquer la scission du Deccan et à fomenter les troubles qui suivirent la séparation temporaire de la « Nation Bengali » en 1905<sup>1</sup>.

1. La tourmente qui s'éleva au Bengale fut marquée par l'introduction dans



La croissance du pan-islamisme ne peut être passée sous silence quand on étudie les causes de l'agitation orientale. Les forces religieuses, que fit naître Mahomet, ont subi maintes transformations. Elles se sont finalement associées à la fortune temporelle des Turcs. La France, ayant un grand nombre de musulmans dans ses possessions d'Afrique, a su prêter à ce mouvement une attention plus sérieuse que nous ne l'avons fait. Elle s'est livrée à une étude attentive de ces aspirations et de leurs relations avec les questions mondiales. Nous avons dans l'Inde environ 70 millions de mahométans, en y comprenant les descendants de nombreux Hindous convertis de force par leurs conquérants musulmans; mais les effets du pan-islamisme ne devinrent apparents dans l'Inde qu'au cours des dix dernières années. Comme je l'ai signalé, les sacrifices des puissances chrétiennes en 1854-55 n'eurent point d'action sur le sentiment musulman dans la *Mutiny* qui suivit; pas plus que les pertes éprouvées par la Turquie, à la suite de la guerre russe en 1877-78, n'impressionnèrent les mahométans de l'Inde. La défaite des Grecs par les Turcs en 1897 fut sans doute bien accueillie des musulmans en tous lieux, mais sans plus; tandis que, dans l'Inde, la guerre entre l'Italie et la Turquie fut mise à profit par quelques leaders mécontents pour accuser le gouvernement britannique de ne pas intervenir en faveur des Turcs. Quelques manifestations locales se produisirent lors de la guerre des Balkans de 1912-13. Une société, « Les serviteurs de la Kaaba » (le lieu saint de la Mecque), fut formée, et des souscriptions furent recueillies en faveur du Croissant-Rouge turc — souscriptions dont une grande partie n'arriva jamais à destination. A Calcutta, un grand meeting fut tenu, au cours duquel on proclama que la guerre était un conflit entre la Croix et le Croissant et où l'on demanda la sympathie des vrais fidèles de Mahomet. Lorsque, en 1914, les Turcs furent contraints par les Allemands d'entrer en guerre contre les puissances de l'Entente, le gouvernement de Constantinople proclama la Guerre Sainte par un bref, signé du Sheikh-ul-Islam, déclarant que tous les musulmans qui

l'Inde des bombes et du boycottage. La séparation fut annulée en 1911 avec l'idée d'apaiser les agitateurs hindous.

combattraient contre l'Islam et ses alliées, l'Allemagne et l'Autriche, mériteraient la punition de Dieu <sup>1</sup>. Le gouvernement de l'Inde dut supprimer quelques journaux extrémistes au Punjab et au Bengale et interner plusieurs agitateurs mahométans convaincus d'être en communication avec l'ennemi. Au cours de la guerre, quelques incidents regrettables vinrent à se produire dans des régiments mahométans; mais, même en Mésopotamie et en Palestine, les troupes musulmanes furent fidèles à leur serment. Notre opinion est donc que le mouvement pan-islamiste ne fut que pour fort peu de chose dans la révolte contre l'autorité anglaise dans l'Inde. L'alliance réelle entre le Congrès national Hindou et la Ligue musulmane ne commença à se renouer qu'à Lucknow en 1916. Elle ne fut véritablement développée que par les Hindous, qui tentèrent de se servir des musulmans, plus énergiques et plus fanatiques, pour arriver à leurs fins. Les relations resserrées entre des chefs — qui du reste s'étaient nommés eux-mêmes — n'ont pas empêché les attaques imprévues des Hindous contre les musulmans tant au Behar qu'à Katarpur; ni celles des musulmans contre les Hindous au Malabar. La tentative récente d'attribuer les hostilités musulmanes aux termes du Traité de Sévres est en désaccord avec les simples faits; et les revendications que le gouvernement de l'Inde, avec l'assentiment du Secrétaire d'État, eut l'autorisation de publier, sont impossibles à satisfaire et ne pourraient, au cas où elles le seraient, avoir le moindre effet sur la situation dans l'Inde. Leur adoption officielle est une preuve flagrante ou d'inaptitude, ou de mauvaise volonté, à reconnaître les réalités de cette situation et je suis persuadé que l'opinion française saura ne pas se laisser égarer par cet épisode hors de saison.

Lorsque, en politique, des fautes graves ont été commises, il y a une tendance générale à en attribuer les résultats à certaines forces mondiales échappant au contrôle des hommes d'État. Cette croyance fataliste est particulièrement développée aujourd'hui. Les effets du cataclysme que l'Allemagne déchaîna sur l'espèce humaine sont ressentis, à des

1. Des efforts furent faits par des agents allemands pour distribuer cette proclamation par toute l'Inde.

degrés différents, dans toutes les parties du monde. Des mouvements de plusieurs sortes, en puissance avant 1914, ont pu, dans le désordre général et dans le déséquilibre moral et mental dus à la guerre, gagner en ampleur. Et ceci est particulièrement vrai des troubles révolutionnaires qui, fermentant jadis en secret, se sont aujourd'hui manifestés au grand jour dans bien des pays. L'établissement du communisme en Russie ne fut rendu possible que par le terrible bouleversement provoqué par la guerre. Bien que soigneusement préparés à l'avance, les plans des promoteurs de ce mouvement n'auraient certainement pu réussir sans ces conditions, entre toutes, favorables; et, partout, les avocats d'une révolution mondiale ont été encouragés par ce qui s'est passé en Russie. Dans les contrées occidentales, il est, parmi les populations, des éléments forts, par là même malaisés à intimider, disposés qu'ils sont à se rallier à la cause des lois et de l'ordre. Dans l'Inde, au contraire, où les masses sont ignorantes, excitables et crédules au dernier degré, séparées en groupes dissemblables par les différences de race, de caste et de religion, de tels éléments sont rares et presque négligeables. Depuis la *Mutiny*, les masses, muettes, ont, jusqu'à ces dernières années, eu confiance et montré une préférence réelle pour les fonctionnaires britanniques, de qui elles obtiennent justice. Dans les districts ruraux les relations anglo-hindoues étaient très régulièrement amicales et l'agitation ne pouvait se manifester que dans les villes. C'est de l'attitude de ces millions de gens travaillant à la terre que dépend l'avenir de l'Inde. Ils sont, de beaucoup, l'élément le plus important dans le cas présent et, pour cette raison, des efforts acharnés sont faits, par l'*intelligentsia*, pour les amener, tant par des mensonges extravagants que par l'intimidation, à entrer en conflit avec nous.

On a dit, il y a longtemps, « que l'Inde pouvait être perdue à Westminster »; il y a, dans cette supposition, une part de profonde vérité. Toutes les fois que les politiciens ont le droit de se mêler d'administration, l'autorité d'un pouvoir occidental, quel qu'il soit, peut, en Orient, être mise en péril. Je crois que la tranquillité dont bénéficie la France dans ses

colonies tient surtout à la force de l'administration et à la liberté dont elle jouit. Pour nous, dans l'Inde, nos devoirs primordiaux étaient d'assurer l'ordre et l'exercice des lois, d'administrer le pays au mieux des intérêts des masses, du bien-être desquelles nous nous étions rendus responsables. En comparaison, toutes nos autres attributions n'étaient que d'importance secondaire. L'admission dans notre administration d'Indiens, aptes à élever le niveau de justice et d'équité, fut un point essentiel de notre politique, avant la guerre; et il n'était que peu de fonctions qui ne fussent ouvertes aux Indiens en possession des aptitudes nécessaires. Mais depuis quelques années, d'insidieuses interventions se produisirent qui eurent pour résultat de détourner notre administration de ses objectifs principaux. Les méthodes sont variées. Un parti nouveau arrive au pouvoir à Westminster; parmi ses adhérents un groupe a des idées arrêtées sur l'Inde, sans avoir la moindre connaissance des conditions du pays. Envoi d'instructions formelles, et notre administration harassée voit son temps pris par quelque nouvelle expérience. *L'intelligentsia*, au verbe sonore, use de son influence à Londres pour obtenir quelque réforme qu'elle a en vue — réforme qui n'est jamais en faveur des masses. Sur ce, des parlementaires se font les échos d'une plainte imaginaire d'Indiens de la caste élevée, et parviennent à capter l'attention du gouvernement. Le Labour Party, bizarrement allié à des Brahmines qui ne songent qu'à le jouer, demande un pouvoir plus étendu pour la petite oligarchie qui rêve de gouverner l'Inde... De cette manière, et de bien d'autres encore, l'administration devient compliquée, confuse. L'administrateur se voit arraché à son véritable travail et reçoit l'ordre d'organiser de nouvelles élections et de confier des fonctions à des gens notoirement incompetents... Cependant les véritables besoins de la masse sont : la protection contre la famine et contre la peste, la justice simple et à bon marché, et l'allègement du cruel et lourd fardeau des dettes. Le résultat des influences que je viens de signaler est que la grande majorité des peuples de l'Inde est complètement dédaignée. Ils ne sont pas sans finesse et voudraient être conduits et non durement menés ;

et les qualités de cœur de leurs officiers de district leur importent beaucoup plus que la promulgation de nouvelles lois.

En examinant la question dans son ensemble, j'ai la conviction que, depuis quelque temps, des efforts sont faits pour affaiblir notre pouvoir sur les peuples de l'Inde. Des influences externes ont été mises en jeu dans ce but. A l'intérieur, un parti, considérablement renforcé à la suite de la guerre, a obtenu des concessions inespérées. Pourtant il menace aujourd'hui de s'affranchir complètement.

Avant la guerre, et jusqu'en 1916, il y eut dans l'Inde de nombreuses conspirations ; leur but était : vol, intimidation, meurtre des fonctionnaires Anglais et Hindous. Quelques-unes de ces conspirations furent révélées dans le rapport du *Sedition-Committee* de 1915. Depuis les petits complots locaux jusqu'aux grands mouvements du Bengale et du Punjab, elles étaient généralement inspirées par des comités non fixés dans les Indes et opérant en Amérique, en Grande-Bretagne et au Canada, en France, en Allemagne et au Japon. La grande conspiration dirigée contre le Punjab fut soutenue par des fonctionnaires allemands à San-Francisco et à New-York ; et l'Allemagne paya des agents indiens qui, d'Amérique, devaient être envoyés en Afghanistan, au Siam, à Manille, au Thibet et en Turquie, « pour y susciter des troubles <sup>1</sup> ».

Par ce moyen, des armes furent introduites dans l'Inde et la fabrication des bombes y fut organisée. Les chefs des sociétés secrètes purent généralement rester cachés, ayant pour agents d'exécution de jeunes fanatiques de la classe des étudiants. Le résultat fut une longue série de crimes violents qui contribuèrent à augmenter l'anxiété. Après 1917, le gouvernement bolchevik de Moscou prit la suite des Allemands, et des méthodes perfectionnées furent employées pour surexciter encore l'esprit révolutionnaire. De cela du reste, le gouvernement des Soviets s'est fréquemment vanté. Le bolchevisme est en opposition flagrante avec les croyances hindoues et musulmanes ; mais l'attrait du pillage agit aisément sur les classes turbulentes de tous les pays.

Au début de la guerre, les gouvernements locaux de l'Inde

1. *Sedition Committee*, 1915.

— hindous comme musulmans — donnèrent la preuve la plus convaincante de leur loyauté et soutinrent libéralement, en hommes et en argent, la cause des puissances de l'Entente. Les classes guerrières fournirent 700 000 hommes — sur lesquels 400 000 se recrutèrent au Punjab — qui vinrent renforcer notre armée <sup>1</sup>.

La division de Lahore rejoignit le front le 20 octobre 1914, et le contingent indien prit vaillamment part aux combats furieux qui suivirent. L'intervention des troupes indiennes à ce moment fut de grande importance pour les armées alliées; et, en Mésopotamie, en Palestine, dans la presqu'île de Gallipoli, elles se dévouèrent à la cause commune. Les hommes et les ressources de l'Inde contribuèrent puissamment à la victoire finale de l'Entente.

Tandis que musulmans, Rajputs, Sikhs, Gurkas et Marathas servaient avec distinction sur tous les théâtres de la guerre, l'*intelligentsia* saisit toutes les occasions de provoquer des troubles et fit tout ce qui était en son pouvoir pour embarrasser le gouvernement indien. Le « Congrès national », organisation politique hindoue, avait été dissous à Suvat en 1907. Les membres extrémistes en avaient été expulsés, à la suite de rixes qui nécessitèrent l'intervention de la police britannique. La dissolution fut de courte durée et les extrémistes purent reconstituer la machine entière et s'en servir contre le gouvernement. La « Ligue musulmane », sans caractère politique à l'origine, se vit attirée dans le tourbillon, et des chefs hindous, comme Gandhi, prirent avantage du fanatisme mahométan. L'alliance des chefs des deux grandes communautés n'avait rien fait d'ailleurs pour calmer l'antagonisme de leurs adhérents. Des musulmans, au Malabar, ayant assassiné, torturé, outragé un grand nombre d'Hindous sans défense, Gandhi expliqua, avec complaisance, qu'ils avaient « combattu pour leur religion ».

Le mouvement général pour le Home Rule (comportant la fin de l'autorité britannique), fut soudain déclenché, en octobre 1916, par 19 membres du Conseil du Vice-roi, qui

1. Le Bengale, la province la plus avancée de l'Inde, ne put, sur 50 millions d'habitants, fournir qu'un seul bataillon, qui s'avéra d'ailleurs fort au-dessous de sa tâche.

exposèrent une série d'inacceptables revendications, au moment où les nouvelles armées britanniques combattaient sur la Somme. Tel fut le moment choisi pour un *ultimatum* politique. Ici, en Europe, les amis des interpellateurs furent mobilisés et lorsque, en juillet 1917, M. Montagu devint secrétaire d'État pour l'Inde et fit, le 20 août, une déclaration, — susceptible d'ailleurs de maintes interprétations — les révolutionnaires groupèrent leurs forces et proclamèrent eux-mêmes les revendications de la « Nation indienne ». En compagnie du Vice-roi, le nouveau secrétaire d'État visita quelques-unes des plus grandes villes de l'Inde, interviewant les politiciens avancés, mais sans entendre les appels pathétiques des castes inférieures. Les protestations significatives qui suivirent n'arrivèrent jamais, pas plus que bien d'autres, en Grande-Bretagne, et furent ignorées en France :

Les classes opprimées ont à peine commencé à donner signe de vie et à profiter des conditions favorables. Tout changement dans la politique indienne tendant à bouleverser ces conditions et à réintroduire le règne des castes élevées sera le coup mortel donné à tout espoir d'émancipation de ces classes opprimées (*The Depressed Indian Association*, décembre 1917).

Nous craignons, si le Home Rule ou le Self-Government étaient accordés à l'Inde actuellement, que le gouvernement ne passe entre les mains d'une oligarchie fermée, incapable, soit par tradition, soit par éducation, d'exercer le pouvoir politique. Ce seraient alors les intérêts de la masse qui en souffriraient (*South Indian Liberal Federation*, décembre 1917).

Notre progrès économique et social commença sous le gouvernement britannique et lui est dû. Les fonctionnaires, les commerçants et enfin les missionnaires chrétiens nous aiment et nous les aimons de notre côté (*Madras Dravidian Hindu Association*, décembre 1917).

De leur côté, les mahométans sont également explicites :

Rien ne devrait être fait qui pût affaiblir en quelque manière que ce soit l'autorité britannique, ni remettre les destinées de la communauté musulmane à des classes qui n'ont aucun souci de ses intérêts, aucun respect de ses sentiments (*The South India, Islamic League*, décembre 1917).

L'agitation pour le Home Rule ne vient pas à son heure; d'autant qu'elle s'exerce au détriment des intérêts religieux, sociaux et politiques des musulmans indiens (*Resolution by Meeting of Mohammedans of Bengal*, novembre 1917).

Ces manifestations de l'opinion ne produisirent aucun effet sur le secrétaire d'État. Les voix des classes opprimées furent noyées dans la grande clameur de l'*intelligentsia*, ou étouffées par intimidation; elles n'en représentent pas moins les sentiments réels des masses.

Un double rapport, signé par le Secrétaire d'État et par le Vice-Roi, fut publié en 1918. Il contenait de nombreuses inexactitudes et mettait en valeur les fâcheux effets d'une politique qui troublait délibérément le contentement d'une masse de 320 millions d'Asiatiques susceptibles. Les auteurs du rapport envisageaient la possibilité des pires catastrophes.

Des représentants des divers groupements engagés dans l'agitation politique vinrent à Londres pour exposer leurs vues devant un Comité parlementaire; mais pas un seul témoin *ne parlant pas anglais* ne fut entendu<sup>1</sup>, et aucun représentant des classes guerrières ne fut autorisé à donner son avis. Le Bill donnant à l'Inde une constitution occidentale compliquée fut dressé, et, dans une commission des deux Chambres, le Secrétaire d'État trouva le moyen d'aggraver encore les premières dispositions, tendant pourtant déjà à affaiblir l'autorité britannique. Ce Bill dangereux fut présenté en hâte au parlement et défendu en invoquant deux raisons principales, fausses toutes deux : 1<sup>o</sup> Il fut exposé que la superbe contribution des classes guerrières à la guerre nécessitait, comme récompense, de grandes concessions politiques. (Notez que ces classes ont toujours répugné à se soumettre et ne se soumettront jamais à une petite oligarchie d'*intelligentsia*); 2<sup>o</sup> Il fut représenté que le vote du Bill rétablirait la tranquillité dans l'Inde. En réalité, cela ne fit que donner un aliment à l'agitation anti-britannique sous toutes ses formes, qu'exaspérer la haine de races qui constitue le plus triste trait de la situation présente. Ici, peu de personnes tentèrent de se rendre compte de la portée de mesures, compliquées à l'extrême, et ne pouvant être comprises par ceux qui n'étaient pas parfaitement au courant de notre précédent système de gouvernement dans l'Inde; et bien peu de Français peuvent se rendre compte de la portée réelle de cette décision quasi révolu-

1. Les Indiens ne parlant pas anglais représentent 99 p. 100 de la population.



tionnaire. Le *Government of India Act* de 1919 marque le triomphe d'un petit nombre d'Indiens ayant reçu l'éducation occidentale, triomphe rendu possible par l'appui de gens bien intentionnés se figurant que des institutions, qui, en Occident, sont la résultante de siècles d'évolution politique, peuvent être applicables à l'Orient. Ce Bill néglige les intérêts de plus de 300 millions d'âmes, et détruit les rouages administratifs qui surent donner à ces populations la liberté et veiller sur leurs intérêts. De plus il augmente à un point alarmant les maux inhérents à tout gouvernement et bientôt, trop tôt, on le verra réagir sur la vie même des masses.

Les élections eurent lieu en janvier 1920. En certains endroits on eut un recours actif aux manœuvres les plus variées. L'Assemblée de toute l'Inde (*All India Assembly*) fut élue par 180 000 voix, sur une population s'élevant, dans l'Inde britannique, à 250 millions. Pour la nomination des Conseils provinciaux, 1 votant, sur 4, alla aux urnes. La population rurale, comptant 230 millions d'âmes, et qui constitue la masse la plus importante de l'Inde, ne peut espérer exercer aucune influence réelle sur les affaires indiennes. Tel est donc le système démocratique appliqué à des peuples orientaux plus nombreux de beaucoup que ceux d'Europe, en exceptant la Russie par des doctrinaires obéissant à une oligarchie organisée.

L'exemple donné par les 19 membres du Conseil du Vice-Roi en octobre 1916 fut suivi par une recrudescence d'agitation aidée par une énergique propagande menée en Angleterre et en Amérique. Tout prétexte fut bon; toute plainte controuvée fut exploitée pour exciter l'animosité contre le gouvernement britannique. Le *Rowlatt Act*, émis à la suggestion du *Sedition Committee*, dont faisaient partie des Hindous distingués, était appelé à simplifier et à accélérer la procédure légale dans les cas de « crime anarchiste et révolutionnaire. » Il ne menaçait en rien les citoyens respectueux des lois et ne pouvait être employé par le gouvernement que dans les endroits où se produisaient des troubles sérieux. Mais les politiciens indiens considèrent toujours comme une injure personnelle toute loi qui n'aurait pas été nécessaire en France ou en Grande-Bretagne, et ils surent en tirer un

grand parti. Ils firent croire à leurs ignorantes dupes que le *Rowlatt Act* décrétait des taxes sur les mariages et sur les funérailles, ce qui blessa le sentiment religieux; et cela ne manqua pas de produire une indignation universelle contre le gouvernement.

En mars 1919, un complot révolutionnaire des plus dangereux éclata soudainement au Punjab, où deux conspirations avaient été antérieurement découvertes et étouffées. Ce complot s'étendait sur une grande partie de l'Inde du Nord-Ouest et était beaucoup mieux organisé que la grande *Mutiny*. Il devait y avoir un soulèvement général aidé par la révolte des régiments indiens. Les chemins de fer devaient être coupés aux points stratégiques. Simultanément devait éclater une insurrection Afghane. L'énergie du gouvernement du Punjab put tout juste éviter une grande catastrophe qui eût coûté des milliers de vies; de nombreux meurtres furent toutefois commis et de nombreuses propriétés détruites. Amritsar, choisie par les rebelles en raison de son titre de Ville sainte des Sikhs, devint le centre du mouvement. Seules, des mesures promptes et énergiques purent sauver la situation. 400 individus, poussés à la violence par des agitateurs, furent tués. De ceux-ci, 370 furent fusillés par les ordres du général Dyer qui, avec 50 Cipayes, se vit en face d'une foule de 10 000 insurgés déjà maîtres d'Amritsar. Des gens incapables de se rendre compte des terribles nécessités du moment, et se refusant à croire à la gravité de la situation firent au général Dyer et aux fonctionnaires du Punjab de violents reproches. Les habitants d'Amritsar, immédiatement après l'événement, manifestèrent à la façon indienne leur gratitude au général Dyer. Une courte proclamation du gouvernement de l'Inde, attribuant la responsabilité de ces événements aux politiciens, avertissant que toute rébellion serait sévèrement réprimée, aurait pu terminer l'affaire. Toutefois, sept mois après l'événement, le secrétaire d'État décida de constituer un Comité d'enquête; et les révolutionnaires indiens ne laissèrent pas échapper l'occasion. Dans l'Inde et en Grande-Bretagne, une propagande haineuse fut entreprise. Avant que commençât l'enquête, des témoins gênants furent intimidés, d'autres désorientés

par la facon de d'habiles avocats indiens. Enfin le comité négligea d'entendre les témoignages essentiels et refusa de sanctionner les jugements prononcés, si bien que l'enquête devint une véritable poursuite contre les officiers tant Anglais qu'Indiens qui avaient, à tout le moins, sauvé l'Inde du Nord-Ouest. Ainsi les rapports, contradictoires<sup>1</sup>, ne purent que dérouter l'opinion publique. Le gouvernement prononça son jugement : des fonctionnaires, en grand nombre, furent blâmés; le général Dyer fut mis en disponibilité, et bien d'autres carrières furent brisées. Presque tous ceux qui avaient été convaincus, soit directement, soit indirectement, d'outrages à l'autorité, furent relâchés. Le résultat fut naturellement désastreux : aucun fonctionnaire du gouvernement dans l'Inde ne put dès lors compter sur quelque appui que ce fût en cas d'urgence, et la répugnance à agir promptement conduisit, par la suite, et à plusieurs reprises, à d'inutiles tueries.

Bien que la prompte répression de la rébellion au Punjab ait probablement arrêté pour un temps de nouveaux troubles, le parti révolutionnaire n'en avait pas moins remporté un triomphe éclatant et son activité s'en accrut rapidement.

Les sociétés secrètes furent remplacées par des meetings ouvertement tenus dans tout le pays. L'opinion nous devint de plus en plus hostile, d'autant que la presse indienne fit un usage immodéré de la liberté qu'on lui avait accordée.

L'année 1919 fut marquée par de sérieuses grèves fomentées, dans la province de Bombay, par les agitateurs, et ce mode d'action politique revient aujourd'hui fréquemment. Avant la rébellion du Punjab, Gandhi avait organisé le mouvement *Satyagraha* : résistance passive au Rowlatt Act. Ce mouvement était en principe dirigé contre le gouvernement et conduisit à de nombreux actes de violence. Il n'est pas probable que Gandhi ait réellement déchaîné la rébellion au Punjab, mais il a tenté de porter à la révolte des régiments indiens comme il s'en est ouvertement vanté; et son mouvement *Satyagraha* contribua à provoquer les meurtres qui se produisirent de nouveau. Il devint le leader de la révolte,

1. Les avocats indiens présentèrent un rapport séparé niant formellement l'existence d'une rébellion.

et les diverses organisations politiques, tant musulmanes qu'hindoues, le considèrent comme un guide et comme un inspirateur. Pendant plus de trois ans, il lui fut permis de tenir, partout dans l'Inde, des meetings qui toujours amenèrent des émeutes, et l'immunité dont il jouit fit qu'on le crut investi d'un pouvoir surnaturel qui vint encore ajouter à son prestige. Il est évident qu'on le croit le vrai maître de l'Inde; des tentatives furent même faites en différents endroits pour installer une administration Gandhi, d'après l'exemple des républicains d'Irlande. Il n'a jamais expliqué la nature du gouvernement qu'il se propose d'établir, mais apparemment, il vise à l'abolition des innovations occidentales. Comme le montre clairement l'histoire des peuples orientaux, un homme de cette sorte peut devenir extrêmement dangereux; et les tactiques de non-coopération et de boycottage, dont il sait à l'occasion renouveler les formes, ont amené l'Inde à la désorganisation. La folle carrière du Madhi qui causa au Soudan d'horribles carnages, a de nombreux points de ressemblance avec celle de ce révolutionnaire Hindou qui fut enfin condamné à six ans de prison.

Le soulèvement des Moplals du Malabar fut le résultat direct de notre politique de « laisser-faire ». Les Moplals sont des musulmans ignorants et fanatiques qui habitent un pays difficile, et nous avons une ample expérience de leur esprit de révolte. Nos officiers locaux savent que des efforts furent faits, pendant plus d'un an, pour provoquer un soulèvement. Il eût été facile de l'empêcher en prenant à temps d'énergiques mesures; mais les politiciens intervinrent. L'arrestation et la mise en jugement de quelques agitateurs eût exposé le gouvernement à des attaques semblables à celles qui suivirent la rébellion au Punjab. Le soulèvement Moplah est maintenant entièrement réprimé, mais après la perte d'au moins cinq mille existences, après le meurtre et la torture de nombreux Hindous sans défense, après une œuvre énorme de destruction.

La faiblesse et l'indécision du gouvernement — au cours des cinquante-cinq derniers mois — furent en partie dues au vain espoir que, par des concessions, l'influence pacificatrice du *Government of India Act* se développerait plus faci-

lement. On crut au contraire que le gouvernement avait peur. Rien de tel, en Orient, pour éloigner les amis et encourager l'audace des ennemis. L'Act ne cédant pas le pouvoir complet à l'oligarchie indienne, devint l'objet d'attaques intenses, et ses effets trahirent, en Grande-Bretagne, les espoirs de ses promoteurs. Gandhi et ses amis musulmans organisèrent dans les villes et dans les centres campagnards des corps de volontaires<sup>1</sup> qui furent employés à intimider les populations loyales, à prêcher la haine de races, à s'immiscer dans l'administration, à porter les ordres du Mahatma, qui se montra complètement incapable d'éviter les désordres qu'il prétendait déplorer. Pendant ce temps, la position des Européens dans les points isolés de l'Inde devint précaire; ils furent en butte à de grossières insultes; leurs serviteurs leur furent enlevés, et ils éprouvèrent les plus grandes difficultés à se procurer les choses nécessaires à la vie. Les officiers britanniques de districts ne purent plus circuler librement au milieu de leurs administrés et se virent ainsi dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions les plus essentielles. Le gouvernement, après de molles tentatives pour supprimer les volontaires, s'alarma enfin, et, à la fin de l'année dernière, commença de remplir les geôles des dupes ignorantes de Gandhi, procédé qui ne fit qu'amener de violentes clameurs contre la « répression ».

La visite du Prince de Galles fut considérée, par les adhérents de Gandhi, comme un défi, et l'affiche suivante, placardée ouvertement dans Calcutta le 16 novembre 1921, est un exemple typique de leurs procédés :

#### AVIS AUX INDIENS

*Instante prière de Mahatma Gandhi.*

Chers frères,

Le Prince de Galles vient dans l'Inde pour soutenir le système du gouvernement, contre lequel le pays tout entier combat aujourd'hui. Il est donc instamment demandé que, afin d'honorer notre terre natale, chaque Indien observe strictement un « Hartal »<sup>2</sup> complet,

1. Quelques-uns de ces volontaires sont payés sur le fonds Gandhi, ou par des extorsions frauduleuses pratiquées sur des ignorants.

2. Un « Hartal » implique la fermeture de tous les magasins et l'arrêt de toutes les affaires.

demain 17 courant, en évoquant le souvenir des atrocités du Punjab, des injustices de Khilafat, etc.

Votre fidèlement...

Bava Bazar Congress Committee.

*Nota* : chacun doit observer ceci de bonne volonté; de plus nous ne voulons aucune violence.

Partout, excepté dans les États Indigènes, cette politique fut suivie. Elle eut, en maint endroit, de sérieuses conséquences. Les faits furent cachés au public, et, à Bombay, peut-être la plus occidentalisée de toutes les villes de l'Inde, l'émeute dura trois jours, et 5 000 personnes environ furent tuées ou blessées.

La politique de l'ancien Secrétaire d'État a donc amené une perte de vies humaines supérieure à celle des cinquante années précédentes. Tel est le résultat qu'on obtient invariablement en tolérant, chez les populations asiatiques, une agitation qu'on ne peut bientôt plus réprimer. En pareil cas d'ailleurs, les philanthropes de salon se sont toujours montrés les avant-coureurs de la Mort.

Il n'est guère probable que la tardive disparition de Gandhi du théâtre de ses exploits puisse avoir quelque effet sur la situation dans l'Inde. Son organisation reste, et il n'a jamais manqué de lieutenants.

La haine de races qu'il a réveillée est en soi un fait formidable, bien que les Orientaux puissent aisément se résigner à changer de maîtres. Une longue période d'une autorité juste et résolue, solidement maintenue dans l'intérêt des masses, peut seule rendre la paix à l'Inde; et, en dépit des affirmations de M. Lloyd George, les difficultés sont, au plus haut degré, déconcertantes, pour deux raisons :

En premier lieu : les services britanniques — la grande machine qui fit de l'Inde une des merveilles du monde — tombent visiblement en ruines. Les hommes qui ont peiné dans la fournaise sont découragés parce qu'ils savent ne pouvoir compter sur le soutien d'un gouvernement qui s'obstine à transformer l'Inde en une Démocratie. Ils voient les masses, avec lesquelles ils ont travaillé en bon accord, leur devenir hostiles. Quelques-uns voient leurs carrières à la

merci de politiciens indiens dont on fit, parfois, des ministres, en récompense de leur déloyauté. Ils sont contraints de contempler, impuissants, les progrès constants d'une désagrégation contre laquelle ils luttèrent jadis avec énergie. Dans de telles conditions, leur nombre diminuera rapidement, et leurs successeurs, — de la qualité qui a prise sur des Orientaux, — ne semblent pas se présenter. Je doute donc que nos grandes administrations puissent être reconstituées, car il est à tout le moins certain que, jamais, des Indiens, formés par les méthodes citées plus haut, ne pourront les remplacer.

En second lieu : nous avons établi une Constitution Statutaire qui paralyse l'autorité britannique. Les nouveaux conseils ont été boycottés par les extrémistes, l'élément dit modéré y prévalant. Cependant tous ceux qui ont suivi leur procédure puérile et qui ont compris que leur seule existence a déjà compromis le maintien des lois et de l'ordre, doivent ressentir, pour l'avenir, de graves inquiétudes. Nous avons, par un beau geste, imposé un gouvernement des plus démocratiques à un pays totalement incapable — par suite de ses instincts aristocratiques, de son rigide système de castes, et de ses siècles de traditions, — d'en faire un usage satisfaisant. Si nous laissions faire l'Inde, la démocratie aurait disparu en un mois; notre autorité — appuyée par des baïonnettes anglaises — est indispensable à la conservation d'un système, qui précisément affaiblit cette autorité.

La situation serait encore pire aujourd'hui, n'étaient les éléments de stabilité représentés par les États indigènes. Eux aussi ont été menacés par les révolutionnaires, mais les grands rajahs ont énergiquement réprimé toute agitation sur leurs domaines et ont pu, d'une main ferme, maintenir l'ordre. Ce n'est que dans quelques petits États que des troubles se sont produits. Et si l'insécurité de la vie et de la propriété dans l'Inde britannique devenait générale, les souverains indigènes se verraient contraints, pour leur sûreté même, d'assurer la protection des gens en dehors de leurs États.

Un écroulement de l'autorité britannique pourrait ainsi provoquer l'extension des États indigènes, qui pourraient alors former une fédération pour la défense de leurs intérêts.

Autre éventualité : si les complices de Gandhi parvenaient à provoquer la révolte dans l'armée indienne, des bandes de soldats entraînés se trouveraient ainsi libres de s'attacher aux princes qui pourraient les payer ; et ces princes en auraient alors vite fini avec le clan des politiciens Indiens.

La paix de l'Inde dépend entièrement de l'existence de forces militaires bien organisées, capables de rendre la frontière inviolable ; et d'une marine à même de surveiller la longue ligne des côtes. Ces conditions, tant pour le présent que pour nombre d'années à venir, ne peuvent être remplies que par l'autorité britannique. Aucun Parlement indien, constitué à la suite de simulacres d'élections, ne peut prendre sa place.

Les classes guerrières de l'Inde ne veulent pas être gouvernées par l'*intelligentsia* des villes. En s'efforçant de supprimer l'autorité britannique, les agitateurs politiques indiens ne tendent qu'à faire cruellement souffrir les masses. Et s'ils parvenaient à renverser notre gouvernement, ils ne pourraient rien mettre à sa place. C'est pour cette raison que tous ceux qui aiment l'Inde — et je suis de ceux-là — et conservent un souvenir affectueux de ses peuples simples et affables, suivent les événements actuels dans une attente angoissée.

Je me suis efforcé de rendre claire, pour nos très braves et très chers alliés, cette situation, et les causes qui l'ont amenée : mais je ne puis, dans l'état de confusion actuel de notre politique, tenter de prévoir l'avenir. Il est seulement certain que la loi et l'ordre doivent être restaurés et maintenus dans toute l'Inde. Autrement la position d'une poignée d'Anglais, sans autorité sur les millions d'individus parmi lesquels ils vivent, serait impossible. Nous n'en sommes pas encore là ; il y a encore des parties de l'Inde où les vieilles relations de confiance mutuelle ont survécu à la tempête ; mais rien, sauf la coopération des races Occidentale et Orientale, ne peut apporter la prospérité et garantir le progrès des peuples de l'Inde.

Maintes grandes leçons pourraient être tirées des désastreux résultats que provoqua la mauvaise politique des



années récentes. Ce n'est pas seulement en Orient qu'un gouvernement doit gouverner, ou se résigner à devenir un objet de mépris. Ce n'est pas seulement en Orient qu'il est dangereux de laisser se développer l'esprit insurrectionnel, bien que là le danger soit plus grand encore. Le premier devoir d'un gouvernement est de maintenir l'ordre et le respect des lois. Quelques théoriciens oublient trop vite que, les lois et l'ordre étant abolis, la liberté cesse d'exister. Notre récente expérience dans l'Inde rend plus troublant encore le doute qu'éveille cette question : Une démocratie peut-elle gouverner un Empire?... La question est aujourd'hui en train de se résoudre... et la nation française ne peut se désintéresser de la solution de nos difficultés.

Une Inde livrée à une anarchie semblable à celle qui existait avant notre venue exercerait une influence néfaste sur tout l'Orient et permettrait peut-être l'accomplissement des projets qu'une vaste conspiration nourrit, de son propre aveu, contre la civilisation, — conspiration qui, pour un temps, a réussi à ramener la Russie à la barbarie.

SYDENHAM